

*Les crédits*

parce qu'il est important, à mon avis, de bien comprendre le sujet dont nous sommes saisis.

Il est dit que, de l'avis de la Chambre, afin d'éviter un désastre écologique accru dû au pillage des stocks de poisson transfrontaliers au large de la côte est du Canada et, afin de sauver une industrie nationale essentielle et un mode de vie apprécié de nombreux Canadiens ruraux, le Canada devrait prendre des mesures immédiates pour étendre sa juridiction fonctionnelle aux deux extrémités des Grands bancs. La motion est présentée par mon collègue de Burin—Saint-Georges.

J'ai écouté attentivement le débat d'aujourd'hui et, comme le mentionnait le député de Burin—Saint-Georges, nous sommes en pleine crise environnementale. Il a dit que nous étions tous touchés par ce problème et que le ton de notre débat devrait être constructif. Nous essayons évidemment d'amener le gouvernement à prendre des mesures plus sévères, mais nous n'essayons pas de simplement critiquer sans rien apporter de constructif.

J'ai écouté le débat toute la journée et j'entends le terme «développement durable» qui revient constamment. Tout ce que nous faisons doit être fait dans l'optique du développement durable. Je veux revenir sur ce terme. En 1988, si je ne m'abuse, mon collègue de Restigouche—Chaleur avait demandé, à l'étape de l'étude en comité d'un projet de loi sur les forêts, que le terme «développement durable» soit clairement défini dans la loi. On avait donc défini le développement durable comme étant un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins.

Je crois que mon collègue de Restigouche—Chaleur a fait preuve de beaucoup de prévoyance lorsqu'il a demandé que cette définition soit incluse dans la loi. Franchement, lorsqu'on regarde cette définition, il me semble que c'est quelque chose que tous les êtres humains devraient comprendre aujourd'hui. Nous parlons d'une situation qui existe au large des côtes de Terre-Neuve, et il me semble que, peu importe si l'entente relative au droit de la mer a été ratifiée ou non ou si nos limites territoriales sont de 200 milles ou de 250 milles, lorsque nous ne respectons pas, en tant que communauté mondiale, le principe du développement durable, c'est cette loi fondamentale que nous enfreignons. Nous savons

maintenant qu'on a enfreint la loi du développement durable, alors il me semble que nous avons un sérieux problème de communication.

Le ministre des Pêches a dit dans son discours qu'il avait voyagé partout dans le monde pour s'entretenir avec les ministres des Pêches et les ministres des Affaires étrangères de divers pays ainsi que pour prendre la parole aux Nations Unies et à l'occasion de divers forums internationaux. Il a dit n'avoir obtenu aucune réaction. Si quelque chose d'aussi fondamental qu'un désastre écologique comme celui-là se produit et que notre ministre fait tout ce qu'il peut pour communiquer le message aux autres pays sans obtenir de réaction, alors il y a un problème de communication. La stratégie de communication ne fonctionne pas. Nous faisons face ici à un désastre écologique pire que le déversement du Valdez. C'est aussi grave que le problème de la forêt tropicale brésilienne et aussi grave que le déversement de pétrole dans le golfe Persique. Et regardez quelle attention ces désastres environnementaux ont reçue dans le monde entier. Le désastre environnemental dont nous parlons ici est aussi grave que les trois que je viens de mentionner.

Je ne veux pas insister sur la question des lois. À mon avis, toutes ces lois sont importantes et tout ce qui a été dit aujourd'hui est vrai, mais je pense que notre campagne d'information au sujet de ce désastre environnemental laisse à désirer. Vous savez, je n'aime pas le reconnaître, mais nous avons parfois des leçons à apprendre de nos amis les Américains. Depuis cinq ou six ans, Willie Nelson organise un concert à l'intention des agriculteurs en difficulté, et tous les réseaux dans le monde couvrent l'événement et attirent l'attention sur le problème.

• (1610)

Nous devrions peut-être envisager quelque chose de semblable et organiser un concert pour sauver nos ressources de poisson. Nous devrions peut-être contacter les Bryan Adams, Anne Murray et autres personnalités canadiennes du monde du spectacle qui se sont taillé une réputation internationale et leur expliquer que nous avons besoin de leur aide pour empêcher ce désastre environnemental, car je ne pense pas que nous y parvenions simplement en débattant de cette question à la Chambre.